



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS ET DES DÉCISIONS

Mairie de Saint Marc Jaumegarde
Place de la mairie
13100 Saint Marc Jaumegarde

CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 29 août 2025

Téléphone : 04.42.24.99.99
Télécopie : 04.42.24.99.98

Courriel : mairie@saint-marc-jaumegarde.fr

DÉLIBÉRATION **N° 2025-051-DELIB-1-4**

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-neuf août à dix-huit heures,
Le Conseil Municipal de la Commune de Saint Marc Jaumegarde,
a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sur la convocation
qui lui a été adressée par le Maire, Agnès PEYRONNET,
conformément aux articles L2121-10 du Code Général des
Collectivités Territoriales.

*Objet : Autorisation donnée à Madame le Maire de signer la convention de servitude (type ASD06)
avec le syndicat Territoire d'Énergie des Bouches-du-Rhône*

Rapporteur : Régis ROQUETA

Le rapporteur informe qu'un renforcement du réseau électrique sur la route départementale 10, lieu-dit les Trois Bons Dieux doit être effectué par Territoire d'Énergie du Département des Bouches-du-Rhône.

Les travaux consistent en la réalisation d'une tranchée, sur une longueur de 4 mètres, permettant le passage du câble de réseau électrique basse tension souterrain sous la parcelle section AK n° 201 appartenant à la commune.

Le projet de convention ci-annexé prend effet à compter de la signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question.

La présente convention fera l'objet d'un acte authentique par-devant notaire dont les frais seront à la charge du syndicat Territoire d'Énergie 13.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par :

voix pour
voix contre,
abstention(s)

ACCEPTE les modalités ci-dessus exposées

AUTORISE Madame le Maire à signer la convention de servitude (type ASD06) du syndicat Territoire d'Énergie 13 annexée à la présente délibération

CONVENTION DE SERVITUDES (type ASD06)

Année du Programme : **2024** N° ENEDIS : **RAC-PAS-25-005304**
 Commune : **ST MARC JAUMEGARDE** Département : **BOUCHES-DU-RHONE**
 Objet : **Renforcement des réseaux électriques – RD 10**

Entre les soussignés :

Le Territoire d'Energie du Département des Bouches du Rhône (TE 13)

1 avenue Marco Polo - CS 20100 - 13141 MIRAMAS Cedex

Représenté par son Président **M. MONTÉCOT Pascal**

Désigné ci-après par l'appellation « **le Syndicat** »

d'une part,

et

COMMUNE DE SAINT MARC JAUMEGARDE, représentée par **MONSIEUR LE MAIRE**

demeurant : **HOTEL DE VILLE – 13100 SAINT MARC JAUMEGARDE**

Agissant en sa qualité de propriétaire de l'immeuble et terrain sis : **Lieu-dit Les Trois Bons Dieux – 13100 ST MARC JAUMEGARDE**

Désigné ci-après par l'appellation « **le Propriétaire** »

d'autre part,

IL A ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

COMMUNE	SECTION	NUMÉRO	LIEU-DIT	Nature éventuelle des sols et cultures (cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt...)
ST MARC JAUMEGARDE	AK	201	LES TROIS BONS DIEUX	-

Le propriétaire déclare en outre, conformément au décret n° 70-492 du 11 juin 1970, que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement (*) :

- Exploitée(s) par lui-même.

- Exploitée(s) par M., habitant à

qui sera indemnisé directement par le Syndicat en vertu dudit décret s'il l/les exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier abandonne l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.

- Non exploitée(s).

(*) ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : rayer les mentions inutiles

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité tant par les articles L323-3 et suivants du Code de l'Energie que par l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 et le décret n° 70-492 du 11 juin 1970, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis au Syndicat

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s) ci-dessus désignée(s), le propriétaire reconnaît au Syndicat, les droits suivants :

- 1.1 / Établir à demeure dans une bande de **1** mètre(s) de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ **4** mètre(s), ainsi que ses accessoires.
- 1.2 / Établir si besoin des bornes de repérage.
- 1.3 / ~~Poser ou encastrer un ou plusieurs coffret(s) de réseau électrique et/ou ses accessoires notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de Néant mètres.~~
- 1.4 / Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que le Syndicat pourra confier ces travaux au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment le décret 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages de distribution.
- 1.5 / Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc.).

Par voie de conséquence, ENEDIS pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 – Droits et obligations du Propriétaire

- 2.1 / Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1^{er}, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

- 2.2 / Si le propriétaire se propose soit de clore, soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra faire connaître à ENEDIS, concessionnaire du Syndicat, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception adressée au domicile élu ci-dessus mentionné, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation ; ENEDIS, concessionnaire du Syndicat, sera tenu de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis de réception.

Si la distance réglementaire entre les ouvrages établis sur la parcelle et la construction projetée n'est pas respectée, ENEDIS, concessionnaire du Syndicat, sera tenu de modifier ou de déplacer les ouvrages électriques. Cette modification ou ce déplacement sera réalisé selon le choix technique arrêté par ENEDIS, concessionnaire du Syndicat, et à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

Si ENEDIS, concessionnaire du Syndicat, est amenée à modifier ou à déplacer ses ouvrages, il pourra demander au propriétaire ou l'exploitant du terrain, compte tenu de la durée pendant laquelle les ouvrages auront été implantés, la restitution de tout ou partie de l'indemnité versée uniquement dans l'hypothèse d'un terrain agricole, boisé ou forestier, en application de l'article 3 ci-dessous.

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés, ENEDIS, concessionnaire du Syndicat, sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

- 3.1 / La présente convention est conclue à titre gratuit.

CONVENTION DE SERVITUDES (type ASD06)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abatages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

ARTICLE 4 – Responsabilités

ENEDIS, concessionnaire du Syndicat, prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5 – Effets de la présente convention

En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu aux articles L 323-3 et suivants du Code de l'Energie.

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées par les ouvrages électriques définis à l'article 1^{er}, les termes de la présente convention.

ARTICLE 6 – Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 7 – Champ d'application

Le Syndicat déclare qu'il entend stipuler dans le présent acte tant pour lui-même que pour Enedis, son concessionnaire, en ce qui concerne l'établissement, le fonctionnement et l'exploitation de l'ouvrage électrique faisant l'objet de la présente convention.

ARTICLE 8 – Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1^{er} ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise le Syndicat à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Elle sera visée pour timbre et enregistrée gratis en application de l'article 1045 du Code Général des Impôts.

Un exemplaire de la convention sera remis au propriétaire après accomplissement par le Syndicat des formalités nécessaires.

La présente convention pourra faire l'objet d'un acte authentique par-devant notaire à la demande de l'une des parties, les frais dudit acte restant à la charge du Syndicat.

Ce document a été établi en quatre exemplaires.

<p>Fait à Miramas, le</p> <p>Le Président du TE 13, M. MONTÉCOT Pascal</p> <p>Signature :</p>	<p>Fait à, le</p> <p>Le Propriétaire,</p> <p>Signature avec mention « Lu et Approuvé » :</p>
---	--

CONVENTION DE SERVITUDES (type ASD06)

Année du Programme : 2024

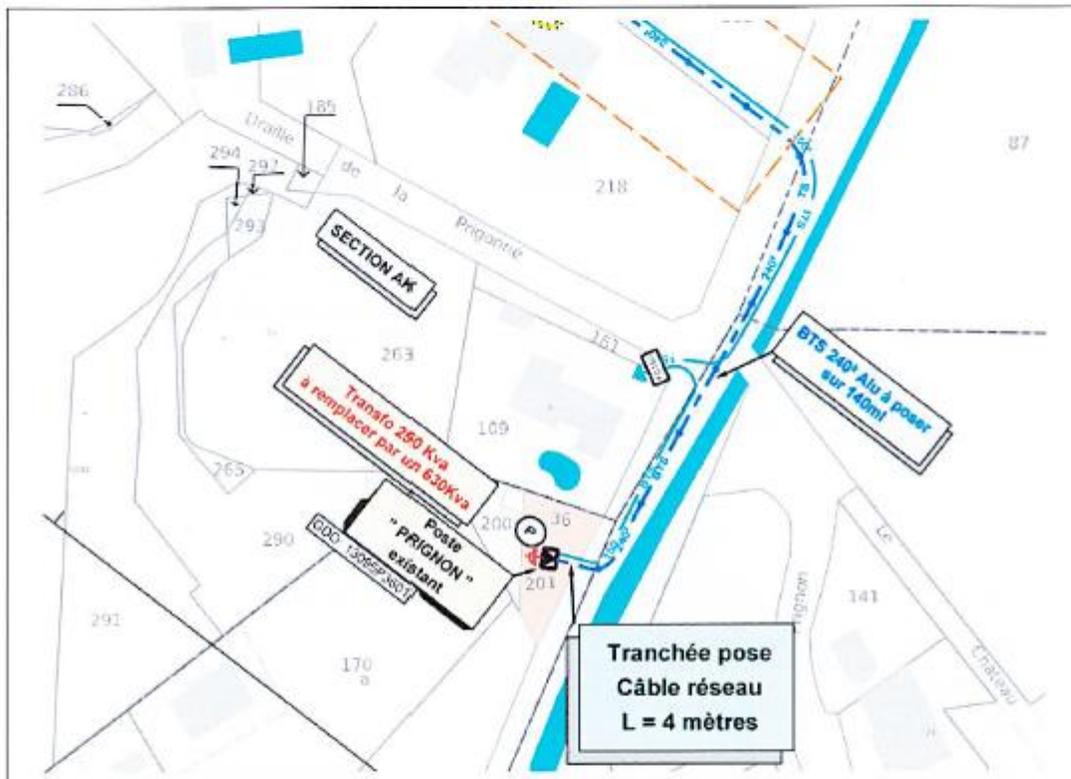
N° ENEDIS : RAC-PAS-25-005304

Commune : ST MARC JAUMEGARDE

Département : BOUCHES-DU-RHONE

Objet : Renforcement des réseaux électriques – RD 10

Plan de la servitude :



COMMUNE DE SAINT MARC JAUMEGARDE,
représentée par MONSIEUR LE MAIRE

Téléphone :

Parcelle n° : 201

Section : AK

Fait à, le

Le Propriétaire,

Signature avec mention « Lu et Approuvé » :